

REUNION INAUGURALE DU GROUPE DE SOUTIEN A LA TRANSITION AU MALI

Conclusions

Bamako, 30 novembre 2020

1. Le Groupe de suivi et de Soutien à la Transition au Mali (GST-MALI), créé par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) lors de sa 954^e réunion en date du 9 octobre 2020 a tenu sa réunion inaugurale au Centre International de Conférence de Bamako (CICB), le 30 novembre 2020.
2. La réunion s'est tenue sous la co-présidence de l'Ambassadeur Smail Chergui, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine, Son Excellence Mme Shirley Ayorkor Botchway, Ministre des Affaires Etrangères du Ghana, Président en exercice du Conseil des ministres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et de SEM Mahamat Saleh Annadif, Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations unies, Chef de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA). La cérémonie a été placée sous le très haut parrainage de SEM Bah Ndaw, Président de la Transition, Chef de l'Etat. Le discours d'ouverture a été prononcé par M. Moctar Ouane, Premier ministre, Chef du Gouvernement. La réunion a connu la participation des pays voisins du Mali, des pays membres de la CEDEAO, du G5 sahel, de pays observateurs et de plusieurs organisations internationales¹.
3. La réunion a permis aux membres du GST-MALI de mener des discussions fructueuses avec les parties prenantes maliennes, notamment le Gouvernement, sur l'évolution de la situation au Mali depuis le changement intervenu le 18 août 2020. Les discussions ont en particulier porté sur les questions concernant les priorités de la Transition relatives aux réformes politiques, économiques et de développement et défis sécuritaires, y compris la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger et celles liées à la mobilisation du soutien international pour accompagner la Transition. La réunion a également permis d'échanger sur les modalités de fonctionnement du GST-MALI afin d'en assurer une efficacité optimale.
4. Les participants se sont félicités des progrès accomplis dans la mise en place des organes de la Transition dont le pouvoir exécutif (présidence, vice-présidence et gouvernement) est totalement opérationnel et s'attaque déjà aux énormes défis auxquels le pays est confrontés durant cette délicate Transition de dix-huit mois. Ils se sont réjouis de l'adoption de la Charte de la Transition et de sa feuille de route dont les dispositions pertinentes répondent aux aspirations profondes du vaillant peuple malien et intègrent aussi les principales recommandations de la CEDEAO, soutenues par les autres partenaires du Mali.
5. Les participants ont encouragé les autorités de la Transition et l'ensemble des parties prenantes maliennes à poursuivre leurs efforts pour parachever la mise en place des organes de la Transition par la recherche du consensus nécessaire pour l'installation du

¹ Algérie, Allemagne, Bénin, Burkina Faso, Canada, Cap Vert, Chine, Côte d'Ivoire, Etats-Unis d'Amérique, France, Gambie, Ghana, Libéria, Mauritanie, Niger, Nigéria, Royaume Uni, Russie, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo, BAD, Banque mondiale, CEDEAO, FMI, G5 Sahel, OCI, OIF, ONU, UA, UE.

Conseil National de la Transition (CNT) dont la mise en place dans les meilleurs délais facilitera l'adoption des réformes dont le pays a tant besoin. A cet égard, ils ont insisté sur la nécessité de créer les conditions requises pour permettre une large et pleine participation des forces vives de la nation malienne, gage d'une Transition apaisée.

6. Les participants ont noté avec satisfaction les annonces faites par les autorités de la Transition sur les principaux défis à relever. Ils ont salué le travail de réflexion et de préparation en cours pour l'élaboration d'un programme gouvernemental assorti d'un plan d'action réaliste, dans le respect des délais de la Transition. Ils attendent avec intérêt la finalisation de ces documents en vue de faciliter la mobilisation des partenaires du Mali pour un accompagnement adéquat.
7. Les participants ont apprécié la reprise du processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger à travers la tenue, le 16 novembre 2020, de la 41^{ème} session du Comité de suivi de l'Accord (CSA) et des réunions des sous-comités thématiques. Ils se sont réjouis des engagements pris par le Gouvernement du Mali lors de cette session concernant les principaux piliers de l'Accord à savoir : la redynamisation du processus DDR, l'accélération des réformes politiques et institutionnelles, le soutien aux actions de développement et la relance du chantier de la réconciliation.
8. Tenant compte de la vision partagée sur les principaux défis du Mali, des engagements pris par les autorités de la Transition dans le cadre de la Charte de la Transition et de la mise en œuvre de l'Accord, les participants ont encouragé les institutions régionales et internationales compétentes, notamment l'UEMOA, la BAD, l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale, le système des nations unies, l'OIF, l'OCI, la CEDEAO et l'UA ainsi que les pays partenaires du Mali, à prendre toutes les dispositions favorables au renforcement de leur soutien économique, technique et financier à la République du Mali. Ils ont demandé à ces pays et organisations de faire le point de leurs initiatives et appuis lors de la prochaine réunion du GST-MALI. Les participants ont fortement recommandé la coordination des efforts des partenaires internationaux à divers niveaux, dans le cadre du GST-MALI, sous la coprésidence de l'UA, de la CEDEAO et des Nations unies. A cet égard, ils ont pris les résolutions suivantes :
 - a) Réitérer leur appui multiforme au processus de Transition au Mali ;
 - b) Exhorter les partenaires du Mali à renforcer leur soutien au processus de Transition au Mali et à inscrire leurs actions dans le cadre des priorités définies par les autorités de la Transition ;
 - c) Soutenir l'action du Comité de suivi mis en place par la décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO composé des représentants de la CEDEAO, de l'UA et des Nations unies à Bamako ainsi que les ambassadeurs du

Ghana et du Nigéria et établir une passerelle permettant au Comité de contribuer à la préparation des réunions du GST-MALI ;

- d) Tenir une réunion du GST-MALI tous les trois mois à Bamako ou, à titre exceptionnel, dans une autre capitale de la région, en vue de faciliter la concertation, les échanges et la coordination de l'action internationale en faveur de la Transition au Mali ;
 - e) Convoquer, en tant que de besoin, des réunions restreintes du GST-MALI en fonction des questions à examiner, à Bamako ou tout autre endroit convenu par les coprésidents, notamment en marge des sommets de l'UA, de la CEDEAO et des Nations unies.
9. Les participants ont exprimé leur profonde gratitude au Gouvernement de la République du Mali pour toutes les facilités et commodités accordées à l'occasion de la présente réunion. Ils ont remercié l'UA pour l'initiative de la mise en place du GST-MALI. Ils ont enfin convenu que la prochaine session du GST-MALI se tiendra à Bamako au cours de la deuxième quinzaine du mois de février 2021, à une date qui sera fixée par voie de consultation avec le Gouvernement malien.